

BRÈVES ÉCONOMIQUES D'IRLANDE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE DUBLIN

N° 6 – Juillet 2021

En bref

Tous les signaux sont à la reprise alors que démarre la période estivale en Irlande. Les prévisions de croissance sont revues à la hausse, tout comme celles de l'inflation. La reprise de la demande intérieure et l'amélioration sur le marché de l'emploi devraient bientôt, et si l'amélioration du contexte sanitaire se poursuit, soutenir la



croissance des recettes publiques à mesure que l'année avance.

Toom sur

Dans ses prévisions trimestrielles, la Banque Centrale d'Irlande (BCI) note le rebond de l'activité économique qui accompagne la levée des restrictions sanitaires en Irlande. En ligne avec l'amélioration du moral des consommateurs et des entreprises, la demande intérieure modifiée (indicateur corrigé des distorsions induites par les multinationales qui reflète davantage la réalité économique du pays que le produit intérieur brut) pourrait progresser à un rythme plus rapide que ce qui était prévu. L'économie réelle retrouverait ainsi son niveau pré-pandémie dès 2022. Toutefois, à mesure que le gouvernement retirera ses dispositifs de soutien, la viabilité des entreprises et des emplois apparaîtra plus clairement, notamment dans les secteurs sujets à des mutations structurelles post-covid plus profondes. Le déficit d'infrastructures presse le gouvernement à répondre aux contraintes pesant plus largement sur les capacités de l'offre. Enfin, la BCI enjoint les autorités irlandaises de présenter un plan crédible pour garantir la résilience des finances publiques à long terme.



1 Prévisions de croissance

En 2021, les estimations de croissance varient de 4,2% à 11,1%. La BCI et la Commission européenne, dont les prévisions sont les plus récentes, ont toutes deux révisé leurs estimations à la hausse compte tenu du dynamisme des exportations irlandaises au premier trimestre de l'année en cours.

Tableau des prévisions de croissance*

Variation annuelle du PIB réel en %	2021	2022
Banque centrale	8,3	5,4
Commission européenne	7,2	5,1
Think-tank ESRI	11,1	6,9
FMI	4,6	4,9
OCDE	4,2	5,1
Ministère des finances	4,5	5
EY	5	4,6

^{*} Les prévisions apparaissent par ordre chronologique (les premières étant les plus récentes).

Source : SE de Dublin

2 Activité économique

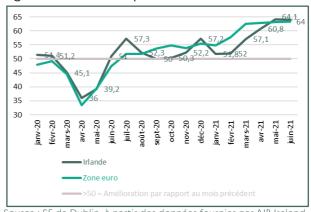
Les indices des directeurs d'achats (PMI) de l'institut Markit au mois de juin 2021 confirment la forte reprise de l'activité économique en Irlande. Le niveau de confiance sur les perspectives des douze mois à venir reste élevé mais fléchit après six mois dans le secteur industriel, reflétant des inquiétudes quant à la longévité du rebond de la demande.

Industrie

Au mois de juin, l'indice PMI du secteur manufacturier irlandais se stabilise à un niveau supérieur à 60 pour le troisième mois consécutif (-0,1 point à 64), après un record historique enregistré au mois de mai (Figure 1). L'indice suit

les mêmes tendances qu'ailleurs (Royaume-Uni, Etats-Unis et zone euro) alors que l'industrie mondiale connaît un boom post-crise. Toutefois, des difficultés d'approvisionnement sous l'effet des contrôles douaniers liés au Brexit demeurent, de même que des retards de livraison et des pénuries de matériaux. Combinés à une demande en expansion, ces facteurs exercent des pressions à la hausse sur les prix des intrants et des extrants.

Figure 1: Indice PMI pour l'industrie



Source : SE de Dublin, à partir des données fournies par AIB Ireland

Services

L'indice PMI dans les services atteint, au mois de juin, son plus haut niveau depuis janvier 2016 (+1 point à 63,1) (Figure 2).

Figure 2: Indice PMI dans les services



Source : SE de Dublin, à partir des données fournies par AIB Ireland

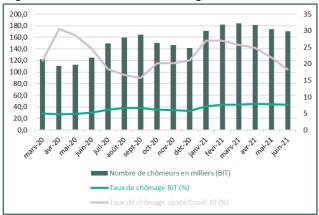
Les transports, le tourisme et les activités de loisirs observent la plus forte expansion parmi les quatre sous-secteurs interrogés pour la constitution de l'indice. L'emploi continue de progresser pour le quatrième mois consécutif, et ce à plus forte raison dans le sous-secteur des technologies, des médias et des

3 Chômage

télécommunications.

Le taux de chômage en Irlande s'élève à 7,6% de la population active au mois de juin 2021. S'il diminue à la marge par rapport au mois précédent, ce chiffre – calculé en application des normes européennes et internationales – ne reflète pas les nombreux bénéficiaires des allocations versées au titre des dispositifs spéciaux liés à la Covid-19, ces personnes ne remplissant pas les critères arrêtés par le Bureau International du Travail (BIT). Le Central Statistics Office (CSO), l'équivalent irlandais de l'INSEE, évalue le taux de chômage à l'aide d'un autre indicateur: le COVID-19 Adjusted Measure of Unemployment (Figure 3).

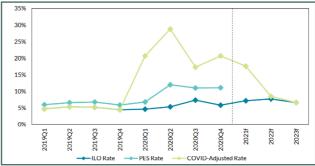
Figure 3: Évolution du chômage



Source : SE de Dublin, à partir des données fournies par le CSO

En intégrant l'ensemble des personnes ayant perdu leur emploi sous l'effet de la crise sanitaire au sein des chômeurs - celles-ci bénéficiant de l'allocation spécifique mise en place pour soutenir leurs revenus (le **Pandemic** Unemployment Payment ou PUP), le taux de chômage ajusté s'établit ainsi à 18,3% au mois de juin, en baisse de -3,6 points par rapport au mois de mai ou de -8,7 points par rapport au mois de janvier. Quant au taux de chômage des jeunes (15-24 ans), il s'élève à 16,7% (mesure standard) ou 44,2% (indicateur ajusté) au mois de juin.

Figure 4 : Prévisions de chômage 2021-23



Source : BCI

Dans son dernier bulletin trimestriel, la BCI estime que le maintien du dispositif de chômage partiel (Employment Wage Subsidy Scheme ou EWSS) jusqu'à la fin de l'année et du PUP jusqu'en février 2022 permettra de maintenir le taux de chômage (BIT) à 7,2% en 2021 puis 7,7% en 2022 (Figure 4). Elle précise qu'environ 100 000 personnes perdraient définitivement leur emploi sous l'effet de la pandémie.

4 Inflation

Dans leurs prévisions trimestrielles, la BCI et la Commission européenne soulignent une tendance à la hausse de l'inflation (Figure 5), observée partout en zone euro, soutenue par trois facteurs (Figure 6): (i) l'augmentation du cours du baril de pétrole; (ii) la réouverture progressive du secteur des services (choc de la demande), ainsi que (iii) des pénuries (de matériaux, par exemple) et des difficultés d'approvisionnement dans certains secteurs, ceux-ci faisant suite à la forte reprise de la

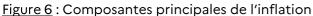
demande mondiale et freinant la capacité de 5 production de façon momentanée (choc de

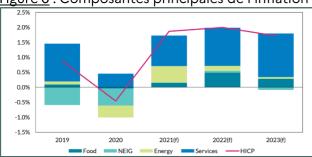
l'offre).

Figure 5 : Inflation (IPC & IPCH)

Source: BCI

En Irlande, l'inflation mesurée par l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) s'élevait ainsi à 1,6% en juin 2021 par rapport à juin 2020, après 1,9% le mois précédent. L'IPC a essentiellement été tiré par la hausse des prix dans les secteurs suivants : le logement, l'eau, le gaz, l'électricité et les autres combustibles (4,9%); les transports (3,1%); la santé (2,4%); et les restaurants et les hôtels (1,7%). À l'inverse, les prix ont baissé dans les communications (-1,6%) et l'ameublement, l'équipement ménager et l'entretien courant de la maison (-0,8%). L'Indice des Prix à la Consommation Harmonisé (IPCH) suit la même tendance pour le mois de juin. Il pourrait s'établir à 1,8% en 2021 puis 2% en 2022.



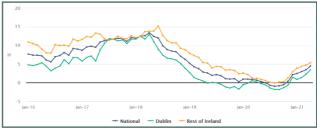


Source: BCI

5 Immobilier

Sur le marché de l'immobilier, les prix dans le secteur résidentiel sur l'ensemble du territoire et mesurés par le CSO progressent à un rythme soutenu, à 4,5% en avril 2021 par rapport à avril 2020 (Figure 7) et 0,8% d'un mois à l'autre.

<u>Figure 7</u>: Prix de l'immobilier résidentiel Variation en glissement annuel (%)



Source: CSO

Sur une base annuelle, la croissance des prix est plus forte hors Dublin (5,4%) que dans la capitale irlandaise (3,5%). Bien que l'indice des prix demeure quatorze pourcent moins élevé que son plus haut niveau atteint en 2007 avec la bulle immobilière, le professeur d'économie au Trinity College John FitzGerald a récemment indiqué, dans un article paru dans The Irish Times, que les prix de l'immobilier pourraient continuer à grimper au cours des 18 prochains mois. L'épargne accumulée par les Irlandais pendant la crise représente en effet deux fois le montant dépensé dans l'achat de nouvelles maisons en 2019. Quand bien même une partie seulement de cette épargne serait investie dans l'immobilier sous la forme de dépôts, cela exercera une forte pression à la hausse des prix.

Finances publiques

1 Exchequer

D'après les chiffres publiés par le Trésor public, les recettes fiscales cumulées du 1er janvier au 30 juin 2021 sont supérieures de 5% aux prévisions du budget voté pour l'année, pour s'établir à 29,5 Mds€. La reprise de la demande intérieure et la croissance de l'emploi devraient soutenir la croissance des recettes publiques à mesure que l'année avance. Les dépenses totales s'élèvent, quant à elles, à 40 Mds€ et sont inférieures de -4% aux montants inscrits en loi de finances. Le déficit public pourrait ainsi atteindre 21,5 Mds€ ou -9,6% du GNI* (mesure alternative au PIB corrigée de l'activité des multinationales) en 2021, puis revenir à -5% du GNI* en 2022 sous l'effet principalement du dynamisme de la croissance et du retrait des mesures de soutien aux revenus des ménages et des entreprises. La dette, en revanche, continuerait de progresser à 108% du GNI* en 2021. En conséquence, la BCI invite le gouvernement à fournir un plan crédible de réduction du ratio de dette publique, et ce afin de garantir la résilience de ses finances à long-terme et sa capacité à répondre aux chocs futurs.

2 Financement de l'État

L'équivalent irlandais de l'Agence France Trésor, la National Treasury Management Agency (NTMA), a levé 6,25 Mds€ au deuxième trimestre 2021 à des taux marginalement plus élevés que ceux observés au premier trimestre. Le coût d'emprunt demeure toutefois très bas, supporté par le programme d'achats d'urgence de la Banque Centrale Européenne (BCE). Au total, la NTMA a atteint plus des ¾ de sa cible de finance-

ment pour l'année en cours (soit 15 Mds€ sur un objectif de 18-20 Mds€) via l'émission d'obligations d'État à une maturité moyenne de 14 ans et au taux moyen de 0,13%.

LE CHIFFRE DU MOIS

2 MDS€

Les discussions qui se tiennent actuellement dans le cadre inclusif OCDE/G20 sur le « Base Erosion and Profit Shifting» (BEPS), en matière de fiscalité internationale, mettent en évidence la vulnérabilité des finances publiques irlandaises, dont la forte dépendance vis-à-vis des recettes de l'impôt sur les sociétés (IS) s'est accélérée ces dernières années. Entre 2014 et 2020, en effet, les recettes de l'IS ont triplé, passant de 4 à 12 Mds€ (3% du PIB). En 2020, elles ont progressé de 9% malgré la crise sanitaire et représentaient 1/5 des recettes totales. Or, près de la moitié de ces recettes de l'IS provenaient des 10 plus grandes multinationales établies sur le territoire.

Au total, le ministère des finances estime que les réformes à venir pourraient se traduire par un trou dans les recettes de 500 M€/an d'ici 2025, soit 2 Mds€ (0,6% du PIB).

Secteur financier et assurances

1 Prêts hypothécaires

Ces derniers mois, les chiffres publiés par la Banking & Payments Federation Ireland (BPFI) ont montré une forte croissance des nouveaux prêts hypothécaires approuvés en Irlande, dont le montant en valeur s'est établi à 11,9 Mds€ pour la période de 12 mois se terminant le 30 mai 2021. Au mois de mai 2021, le volume des nouveaux prêts accordés a connu une progression de 7,4% par rapport au mois d'avril (glissement mensuel) ou 149% par rapport au mois de mai 2020 (glissement annuel), reflétant la reprise postconfinement de l'activité sur le marché de crédit hypothécaire. Près de 55% de ce volume ont été approuvés pour des primo-accédant.

Dans le cadre de l'évaluation approfondie des règles macroprudentielles mises en place en 2015 pour prévenir les risques de développement d'une nouvelle bulle immobilière, la BCI a lancé une enquête publique pour collecter les points de vue et expériences des parties intéressées. Le public peut apporter ses contributions jusqu'au 31 juillet prochain.

2 Rapport annuel de la BCI

Dans son rapport annuel publié en juin dernier, la BCI dresse le bilan des actions mises en œuvre en 2020 pour garantir la stabilité monétaire et financière face au choc de la Covid-19 et du Brexit et s'assurer que le système financier opérait dans l'intérêt des consommateurs et de l'économie dans son ensemble. Regardant vers l'avenir, elle identifie comme prioritaire la prévention des risques liés au climat et met l'accent sur le rôle qu'elle endossera pour soutenir la transition climatique et numérique du système financier. Elle communique, enfin, sur sa financière, alors qu'elle termine l'exercice 2020 avec un résultat net de 829 M€, en baisse de -67% par rapport à 2019.

Entreprises

1 Covid-19

Jusqu'à présent, la valeur agrégée des prêts accordés aux entreprises dans le cadre du programme de prêts garantis par l'État, la Covid-19 Credit Guarantee Scheme, s'élève à seulement 370 M€ sur les 2 Mds€ prévus à cet effet. La valeur totale des demandes déposées auprès des banques participantes est en revanche plus élevée (564 M€); reflétant la difficulté des emprunteurs à répondre aux critères du dispositif. Aussi, ce dernier ne suscite pas l'engouement des entreprises en raison de la durée relativement courte des prêts accordés (cinq ans et demi), le niveau plus élevé des taux d'intérêt et l'existence d'autres dispositifs aux conditions plus avantageuses, à commencer par les subventions.

La société de biotechnologie AiPharma a récemment annoncé le déménagement de son siège social en Irlande, une décision qui s'accompagne d'un investissement de 25 M€ et de la création de 120 emplois à Dublin.

2 Numérique

D'après le «tableau de bord européen de l'innovation » qui fournit chaque année une évaluation comparative des performances en matière d'innovation des Etats membres de l'Union européenne, l'Irlande et la France font partie des «innovateurs notables», l'un des quatre groupes de performance avec les « champions de l'innovation » (Suède et Finlande, par exemple), les «innovateurs modérés » (Italie, Espagne ou Portugal) et les «innovateurs modestes» (Roumanie, Bulgarie, etc.). Classée 11ème dans l'UE à 27, l'Irlande enregistre notamment de bons résultats dans les indicateurs suivants: les ressources humaines, les liens et la collaboration en matière d'innovation, l'utilisation des technologies numériques et les systèmes de recherche attractifs.

En revanche, ses performances d'ensemble tendent à la baisse depuis trois ans, en raison notamment de l'investissement public et privé en R&D. Aussi, les indicateurs environnementaux sont peu concluants, en particulier en ce qui concerne le taux d'utilisation circulaire de matériaux.

* Tableau des indicateurs mensuels

	janv-21	févr-21	mars-21	avr-21	mai-21
Duradication					
Production			_		
PIB trimestriel à prix constants (Mds€) (Référence = 2018)			97,4		
l '					
Croissance réelle (glissement annuel, g.a.)			12,8%		
Indice de production industrielle	122.4	107.0	12.4.2	12.4.4	110 7
(Base 100 = 2015)	122,4	127,3	124,3	124,4	118,7
Secteur traditionnel	116,4	114,8	110,4	121,8	121,1
Secteur moderne	125,5	133,6	129,7	123,7	115,5
Purchasing Managers Index (PMI)	54.0				0.4.4
Industrie	51,8	52	57,1	60,8	64,1
Services	36,2	41,2	54,6	57,7	62,1
Construction	21,2	27	30,9	49,3	66,4
Compte courant					
Importations de marchandises (Mds€)	7,4	7,4	8	8,2	8,6
Exportations de marchandises (Mds€)	12,9	12,8	13,4	0,2 12,8	13,6
Solde commercial (Mds€)	5,5	5,5	5,4 5,4	4,6	5
Balance courante trimestrielle (Mds€)	5,5	5,5	5,4	18,4	5
Balance courante trimestrielle (Mds€) Balance courante en % du PIB					
Balance courante en % du Fib				18,4%	
Evolution des prix					
Inflation CPI (glissement mensuel, g.m.)	0,1%	0,4%	0,8%	0,7%	0,1%
Prix résidentiels à l'achat (g.m.)	0,170	0,170	0,070	0,, ,0	0,170
National	0,4%	0,4%	0,5%	1,0%	0,9%
Irlande sauf Dublin	0,5%	0,1%	0,2%	0,9%	0,9%
Dublin	0,2%	0,6%	0,2%	1,0%	0,9%
Loyers dans le parc privé (g.m.)	0,2%	0,2%	0,8%	1,2%	-0,2%
Loyers dans to pare prive (g.m.)	0,576	0,270	0,076	1,270	-0,270
Marché du travail					
Nombre de chômeurs (Milliers)	171,0	181,8	184,5	180,9	174,1
Taux de chômage	7,1%	7,6%	7,7%	7,9%	7,8%
Taux de chômage des jeunes	17,8%	17,7%	16,5%	17,6%	17,3%
Salaire horaire moyen (€)	•	,	26,3	,	•
Variation du salaire horaire moyen en g.a.			8,8%		
Consommation et investissement					
Consommation finale privée (variation en g.t.)			-5,10%		
Investissement (g.t.)			-19,50%		
Indice de la vente au détail (variation en g.a.)	-14,7%	0,8%	12,4%	82,4%	44,0%
Hors automobiles	-9,9%	-2,9%	0,0%	28,3%	22,6%
Automobiles	-19,9%	3,3%	36,7%	505,4%	139,2%
Secteur financier					
Encours de dépôt des ménages (g.m.)	1,5%	1,1%	0,7%	1,7%	0,4%
Encours de dépôt total (g.m.)	-0,4%	0,2%	2,3%	1,6%	-0,4%
Encours de depot total (g.m.)	-0,5%	-2,0%	-2,5%	-0,5%	-0,4%
Encours de crédit aux menages (g.m.)	-0,3%	-2,3%	3,0%	-0,3%	-0,1%
Encours de crédit hypothecaire (g.m.)	-0,5%	0,4%	-0,2%	-0,3%	0,1%
Indice boursier ISEQ (dernier)	7047,3	7341,4	8083,9	8092,9	8310,2
Rendement de l'obligation à 10 ans (dernier)	-0,193	0,106	0,075	0,186	0,216
nendement de l'obligation à 10 ans (deffile)	-0,133	0,100	0,073	0,100	0,210

* Tableau des indicateurs annuels

		2015	2016	2017	2018	2019	2020
Production							
PIB annuel à prix cour	ants (Mds€)	262,8	270,8	300,3	326,9	356,0	366,5
'	Croissance réelle	25,2%	2,0%	9,1%	8,5%	5,6%	3,4%
Indice de production	industrielle	100,0	101,8	99,5	94,6	97,3	101,4
(Base 2015 = 100)		100,0	101,0	33,3	31,0	37,3	101,-1
Valeur ajoutée brute		102 083	102 661	113 099	131 826	140 903	n/a
(Prix constants/2018 -			20.20/	40.00/	40.004	40.40/	
	En % de la VAB totale	39,7%	39,3%	40,3%	42,8%	43,4%	n/a
Compte courant							
Exportations de marc	handises (Mds€)	112,4	119,3	122,7	140,6	152,5	161,9
Importations de marc	handises (Mds€)	70,1	74,2	83,0	92,0	91,0	86,8
Solde commercial (Mo	ds€)	42,3	45,1	39,7	48,6	61,5	<i>7</i> 5,1
Balance courante (% c	du PIB)	4,4%	-4,2%	0,5%	10,6%	-9,4%	4,6%
Evolution des prix							
Evolution des prix Inflation CPI (Moyenn	o appuello)	-0,3%	0,0%	0,4%	0,5%	0,9%	-0,3%
	e annoene) Inflation hors énergie	-0,5 % 0,6%	0,0%	0,4%	0,5%	1,0%	-0,5 <i>%</i> 0,075%
	nobiliers (Glissement a		0,7 %	0,1%	0,1%	1,0%	0,075%
Variation des prix illili	Irlande sauf Dublin	13,2%	9,9%	12,2%	12,0%	4,8%	1,1%
	Dublin	10,0%	5,1%	9,5%	8,6%	0,0%	-0,5%
	Dublin	10,0%	5,1%	9,5%	0,0%	0,0%	-0,5%
Population							
Population			4 739 600	4 792 500	4 857 000	4 921 500	4 977 400
	Variation annuelle	0,9%	1,1%	1,1%	1,3%	1,3%	1,1%
Solde migratoire		-11 600	3 100	19 800	34 000	33 700	28 900
Marché du travail							
Population active		2 170 500	2 195 600	2 220 500	2 410 100	2 471 700	2 445 100
opolation active	Variation annuelle	0,6%	1,2%	1,1%	8,5%	2,6%	-1,1%
	Taux de participation	60,0%	61,9%	62,2%	62,2%	62,7%	61,3%
Nombre de chômeurs		187 500	147 400	132 900	128 800	110 600	468 655
Trombre de enomicors	Taux de chômage	8,7%	7,2%	6,1%	5,4%	4,5%	19,4%
Nombre de personne		0,7 70	7,270	0,176	3,470	4,576	15,470
	s employees dans le	327 100	333 100	341 500	347 100	355 700	351 300
Leactour public					34/ 100	333 / 00	331300
secteur public	En % de l'emploi total			15 20/	15 20/	15 10/	15 20/
'	En % de l'emploi total	16,5%	16,3%	15,3%	15,2%	15,1%	15,3%
Nombre de personne:		16,5%	16,3%	,	,	,	,
Nombre de personnes	s employées par les	16,5% 189 236	16,3% 203 483	215 506	231 229	245 096	269 208
Nombre de personnes multinationales En % de		16,5% 189 236 15,2%	16,3% 203 483 15,6%	215 506 15,4%	231 229 <i>15,8%</i>	245 096 16,1%	269 208 18,2%
Nombre de personnes	s employées par les l'emploi secteur privé	16,5% 189 236 15,2% 36 457	16,3% 203 483 15,6% 36 933	215 506 15,4% 37 637	231 229 <i>15,8%</i> 38 871	245 096 16,1% 40 283	269 208 18,2% n/a
Nombre de personne: multinationales En % de Salaire annuel moyen	s employées par les l'emploi secteur privé Variation annuelle	16,5% 189 236 15,2% 36 457 1,3%	16,3% 203 483 15,6% 36 933 1,3%	215 506 15,4% 37 637 1,9%	231 229 15,8% 38 871 3,3%	245 096 16,1% 40 283 3,6%	269 208 18,2% n/a n/a
Nombre de personnes multinationales En % de	s employées par les l'emploi secteur privé Variation annuelle ut des ménages (M€)	16,5% 189 236 15,2% 36 457 1,3% 88 318	16,3% 203 483 15,6% 36 933 1,3% 93 179	215 506 15,4% 37 637 1,9% 99 271	231 229 15,8% 38 871 3,3% 104 402	245 096 16,1% 40 283 3,6% n/a	269 208 18,2% n/a n/a n/a
Nombre de personne: multinationales En % de Salaire annuel moyen	s employées par les l'emploi secteur privé Variation annuelle ut des ménages (M€) Variation annuelle	16,5% 189 236 15,2% 36 457 1,3%	16,3% 203 483 15,6% 36 933 1,3%	215 506 15,4% 37 637 1,9%	231 229 15,8% 38 871 3,3%	245 096 16,1% 40 283 3,6%	269 208 18,2% n/a n/a

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Consommation et investissement						
Consommation finale privée (g.a.)	3,2%	5,0%	2,4%	2,8%	3,2%	-9,0%
Formation brute de capital fixe (g.a.)	50,2%	50,9%	0,0%	-6,2%	74,8%	-8,5%
Secteur financier						
Encours de dépôt des ménages (g.a.)	3,6%	2,5%	3,7%	4,5%	6,2%	12,7%
Encours de crédit total (g.a.)	-11,7%	-6,2%	0,6%	1,4%	-4,5%	-6,6%
Ménages	-5,1%	-4,1%	1,9%	1,4%	0,7%	-5,5%
Prêts immobiliers	-1,6%	-4,6%	1,6%	1,4%	0,5%	-3,5%
SNF	-22,1%	-9,6%	-2,4%	1,8%	-5,7%	-6,7%
Indice boursier ISEQ (Moyenne annuelle)	6 258,3	6 167,7	6781,4	6557,7	6305,5	6326,5
Gouvernement						
Dépenses publiques (Mds€)	77,1	76,6	78,8	83,4	87,6	104,2
Recettes publiques (Mds€)	71,9	74,7	77,9	83,9	89,1	85,8
Déficit/excédent public (Mds€)	-5,2	-1,9	-0,9	0,4	1,5	-18,4
En % du PIB	-2,0%	-0,7%	-0,3%	0,1%	0,5%	-5,0%
En % du GNI*	-3,2%	-1,1%	-0,5%	0,2%	0,7%	-8,9%
En % des recettes publiques	-7,2%	-2,5%	-1,2%	0,5%	1,7%	-21,4%
Dette publique (Mds€)	201,6	200,6	201,2	205,9	204,2	218,2
En % du PIB	76,7%	74,1%	67,0%	63,0%	57,4%	59,5%
En % du GNI*	124,0%	114,8%	108,1%	103,6%	95,6%	105,6%
En % des recettes publiques	284,3%	268,5%	258,3%	251,4%	229,2%	254,3%
Par habitant ('000€)	43 000	42 350	42 000	42 400	41 450	44 531
Politique énergétique						
Consommation finale d'énergie (En % du tota	•					
Charbon	2,8%	2,4%	2,1%	2,1%	2,1%	n/a
Tourbe	1,8%	1,7%	1,6%	1,6%	1,5%	n/a
Pétrole	<i>57,</i> 3%	57,8%	<i>57,</i> 5%	57,3%	56,5%	n/a
Gaz naturel	15,2%	15,4%	15,5%	15,8%	15,9%	n/a
Energies renouvelables	3,5%	3,4%	3,9%	3,8%	3,9%	n/a
Autres (non-renouvelables)	0,4%	0,3%	0,4%	0,4%	0,5%	n/a
Electricité	19,1%	18,9%	19,0%	18,9%	19,7%	n/a
Dépendance de l'approvisionnement aux importations	88%	69%	66%	67%	n/a	n/a

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique de Dublin

Rédacteurs: Alice Choquart, avec la participation d'Áine O'Mahony

Pour s'abonner : <u>www.</u>
Crédits photo : © To

www.tresor.economie.gouv.fr © Tobias von der Haar